

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 12/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GODARD**

24, rue Antoine Becquerel  
21300 Chenôve

Références : 0005401561/2023-148

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement GODARD implanté 24, rue Antoine Becquerel 21300 Chenôve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection programmée du site vise à vérifier l'application des prescriptions de l'AP du 19 février 2019.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GODARD
- 24, rue Antoine Becquerel 21300 Chenôve
- Code AIOT : 0005401561
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation dispose d'un agrément Centre VHU et broyeur VHU. Le site est également autorisé pour le transit et le traitement de déchets non dangereux (D3E, ferrailles, etc).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets ;
- Prescriptions particulières à l'activité centre VHU ;
- Gestion des risques incendie et dispositif de prévention des accidents ;
- Rejets d'effluents aqueux et gazeux, protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - x les observations éventuelles ;
  - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des déchets	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 2.1.5	/	Sans objet
4	Prescriptions particulières à l'activité centre VHU	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 9.2.1	/	Sans objet
7	Gestion des risques incendies	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.2.1	/	Sans objet
9	Dispositif de prévention des accidents	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.3.5	/	Sans objet
12	Rejets d'effluents aqueux et gazeux	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 4.4.10 & 10.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de proposition de suite administrative :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article Art.11 & 12 de l'annexe I	/	Sans objet
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article Art.10 & 11 de l'annexe II	/	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 9.3.3, 91.1, 8.5.3, 9.2.1.1, 10.2.2, 10.2.3, 10.2.5, 4.4.5	/	Sans objet
6	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 4.2.1 & 10.2.2	/	Sans objet
8	Gestion des risques incendies	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.2.4	/	Sans objet
10	Gestion des risques incendies	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.3.6	/	Sans objet
11	Rejets d'effluents aqueux et gazeux	AP Complémentaire du 19/02/2019, article 4.4.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'installation est exploitée de façon satisfaisante. L'exploitant devra mettre à jour et constituer les différents registres spécifiques à ce site. Des non-conformités ont été relevées sur certaines émissions qu'il faudra corriger.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les éléments nécessaires pour justifier du respect des prescriptions contrôlées aux points contrôles 1, 4, 7 et 9.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, connaissance des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrant et sortant du site, incluant les déchets générés sur le site conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.</p> <p>Ces registres sont consignés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées durant 5 ans. L'exploitant remet au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.</p>
<p><b>Constats :</b> Depuis le 1er janvier 2020, l'exploitant utilise l'application CACTUS lui servant de registre d'entrée et de sortie. La Responsable QSE valide les quantités à la fin de chaque mois, il est néanmoins possible de faire une extraction des quantités présentes sur site par type de matériaux, sauf pour les bennes car l'inventaire initial n'a pas encore été validé (le constat des quantités présentes se fait en visuel).</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage les quantités des déchets de condensateurs au 31/12/2022 et 31/01/2023.</p> <p>Pour les refus, un dossier est disponible sur le réseau : chaque refus fait l'objet d'une fiche avec photo et une non-conformité est envoyée au producteur du déchet.</p> <p>Pour 2021, 64 anomalies ou refus sont consignés dans le tableau avec report des actions correctives apportées.</p> <p>Track-déchets est mis en place depuis le 02/01/2023. L'inspection a vérifié le BSD des boues du séparateur évacuées le 18/11/2022</p> <p>Une passerelle devrait être mise en place entre Track-déchets et CACTUS en avril 2023.</p>
<p><b>Non conformité n°1 :</b> L'inventaire est incomplet : il convient que l'exploitant mette en place un inventaire lui permettant de tenir en permanence à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrant et sortant du site, incluant les déchets générés sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article Art.11 & 12 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, performance de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application du 12° de l'article R. 543-164 du Code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;</li><li>• d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le rapport de l'évaluation du 30/06/2022 réalisé par le groupe AFNOR indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour le centre VHU:<ul style="list-style-type: none"><li>✓ taux de réutilisation et de recyclage (TTR) de 3,6% (objectif 3,5%)</li><li>✓ taux de réutilisation et de valorisation (TRV) de 5,0% (objectif 5,0%)</li></ul></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article Art.10 & 11 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, performance de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En application du 10° de l'article R. 543-165 du Code de l'environnement susvisé, le broyeur est tenu de justifier de l'atteinte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, respectivement de 3,5 % de la masse moyenne des VHU et d'un taux de 6 % de la masse moyenne des VHU ;</li> <li>d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des centres VHU à qui il achète les véhicules hors d'usage préalablement traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le compte-rendu de la vérification de la conformité du broyeur en date du 30/06/2022 indique des performance de TRR à 48,6% (>3,5%) et un TRV de 52,2% (>6%)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Prescriptions particulières à l'activité centre VHU

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Démontage et dépollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Opérations de dépollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>retrait → gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes (attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008) ;</li> <li>retrait ou neutralisation → composants susceptibles d'exploser (réservoirs GPL/GNV), airbags ou prétensionneurs.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Un agent détient une attestation d'aptitude Catégorie 5 (valable jusqu'au 04/10/2023).
<p><b>Non-conformité n°2 :</b> L'opération de neutralisation des déchets d'explosifs n'est pas tracée dans la fiche de dépollution d'un véhicule (F QE 30c). L'exploitant devra justifier quel mode opératoire est appliqué pour les composants susceptibles d'exploser (démontage ou neutralisation). En cas de démontage, les déchets doivent être évacués vers une filière autorisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 9.3.3, 91.1, 8.5.3,9.2.1.1,10.2.2, 10.2.3, 10.2.5, 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Documents à disposition de l'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification du matériel électrique (annuelle)</li> <li>- Portique de détection de radioactivité (annuelle)</li> <li>- Extincteurs (annuelle)</li> <li>- Emissions atmosphériques (annuelle)</li> <li>- Relevé des prélèvements d'eaux (annuelle)</li> <li>- Analyses des rejets d'eaux pluviales et des eaux résiduelles issues du laveur d'air (annuelle)</li> <li>- Niveaux sonores (tous les 5 ans)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le matériel électrique a été vérifié le 15/12/2022 par DEKRA: anomalies notées sur le poste HT/ BTA atelier garage et BT installation broyeur. Ces anomalies ont été levées les 22 et 23 décembre 2022.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le portique de détection de radioactivité a été contrôlé le 17/10/22 par BERTHOD (RAS)</li> <li>• Les extincteurs ont été vérifiés le 9/11/22 par BPI.</li> </ul> <p>La liste complète des extincteurs et RIA sur site ne figure pas dans le registre. Le RIA du broyeur n'est pas signalisé Un RIA mobile est stocké dans le bâtiment. Il est composé d'une motopompe, d'un fût avec vanne bypass permettant l'utilisation d'un adjuvant éventuel. Les réserves d'eau sont assurées par des 4 GRV de 1000l. Ce RIA devra faire l'objet d'essais réguliers pour s'assurer de sa fonctionnalité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les émissions atmosphériques ont été mesurées le 7/7/22 par DEKRA: 1,6 mg/Nm<sup>3</sup> (&lt;40 mg/Nm<sup>3</sup>) ;</li> <li>• relevé des prélèvements d'eau: 357 m<sup>3</sup>/an. La récupération d'eau de pluie pourrait être envisagée pour d'éventuels besoins en été ;</li> <li>• les Analyses des rejets d'eau pluviales et des eaux résiduelles ont été effectuées le 30/09/22 : non conformités sur la DCO et la HCT ;</li> <li>• Le débourbeur/déshuileur a été nettoyé le 18/11/22. Depuis, le manque de pluviométrie n'a pas permis de faire de nouvelles mesures pour s'assurer de l'efficacité de cette opération. Des mesures devront être faites dès que possible (cf point de contrôle n°012) ;</li> <li>• Niveaux sonores: la mesure a été réalisée le 03/12/19 par DEKRA. Un point de dépassement au pied du broyeur (82 dB) avec une émergence correcte.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 4.2.1 & 10.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article , sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'Inspection.
<b>Constats :</b> Le volume journalier est inférieur à 100 m <sup>3</sup> , les mesures sont réalisées hebdomadairement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Gestion des risques incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux et bâtiments sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un sinistre. Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Un diagnostic a été effectué par le bureau de contrôle APAVE le 03/02/2021. Le rapport conclut au classement R0 du bâtiment. <b>Non conformité n°3 :</b> L'exploitant devra préciser les mesures prise pour respecter les prescriptions réglementaires, ou déposer un dossier de demande d'aménagement des prescriptions des AMPG des 06/06/2018 (rubrique 2713 et 2711) et 08/03/2019 (rubrique 2792).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Gestion des risques incendies

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Moyens permettant d'alerter les services de secours</li><li>- Plan des locaux</li><li>- Poteaux incendie avec un débit de 60m<sup>3</sup>/h</li></ul>
<b>Constats :</b> Un plan des zones à risque est apposé sur la porte d'entrée de l'établissement. Un poteau incendie supplémentaire a été implanté au droit de l'établissement, le site dispose dans le périmètre du site de deux PI: un de 130 m <sup>3</sup> /h et un de 238 m <sup>3</sup> /h (données de SUEZ). La société ETS en charge de la surveillance du site est en capacité d'ouvrir le portail les WE et jours fériés.
<b>Observations :</b> Les 3 extincteurs à poudre hors d'usage positionnés au pied du broyeur devront être évacués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Dispositif de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et d'actions automatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> La société ETS a accès à distance à la supervision du site. Une caméra dôme permet de contrôler à distance l'ensemble du site et ainsi de lever les doutes en cas d'alarme. L'exploitant dispose d'une caméra thermique permettant de traquer d'éventuels points chauds sur le site. Le détecteur thermique du broyeur devra faire l'objet d'une vérification (elle n'a jamais été effectuée). La société de surveillance effectue 3 rondes par nuit + 2 rondes en journée les WE et jours fériés. <b>Non conformité n°4 :</b> L'exploitant vérifiera le bon fonctionnement du détecteur thermique et définira la période de ce contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Gestion des risques incendies

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 8.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures complémentaires de maîtrise du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur des stockage de déchets est limitée à la hauteur du bardage soit 7 mètres.</p> <p>Les aires de stockage des déchets présentant un risque incendie sont aménagées en zones isolées séparées par une bande d'isolation de 4 mètres afin d'empêcher les effets domino.</p> <p>De la même manière une zone d'isolation de 2 mètres est créée derrière les zones de stockage pour éviter le contact direct avec le bardage.</p> <p>Une zone tampon libre de déchets est établie et marquée (délimitation visible). Elle doit être dimensionnée de façon à pouvoir entreposer la moitié du volume du plus gros stockage de déchets autorisé.</p> <p>Les voies de circulation interne doivent être délimitées et dégagées afin de permettre une intervention à tout moment des services de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les déchets présentant un risque d'échauffement sont prioritairement stockés en bennes.</p> <p>Une convention est établie avec la société KEOLIS et la SNCF pour garantir dans le temps l'accès à la voie SNCF et le raccordement aux poteaux incendie de KEOLIS au besoin.</p>
<p><b>Constats :</b> Un repère (marquage peinture) sur le mur mitoyen entre le 22 et le 24 rue Antoine Becquerel permet d'estimer la hauteur limite des 7 m.</p> <p>Les voies de circulations sont dégagées et les limites tracées au sol sont respectées.</p> <p>L'accès à la voie SNCF et le raccordement aux poteaux incendie de KEOLIS devront être garantie (convention échue)</p> <p>La convention avec la SNCF se fait par tacite reconduction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Rejets d'effluents aqueux et gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les séparateurs d'hydrocarbures sont entretenus et surveillés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les niveaux et l'état des alvéoles sont contrôlés régulièrement ;</li> <li>- les vidages et nettoyages sont réalisés en tant que de besoin,</li> <li>- un entretien général est effectué a minima 1 fois/an ;</li> <li>- les paramètres de sortie des séparateurs sont analysés 1 fois par an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'entretien a été réalisé le 18/11/22, des mesures devront être effectuées dès que possible (pluviométrie) pour garantir de l'efficacité du nettoyage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Rejets d'effluents aqueux et gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2019, article 4.4.10 & 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des Valeurs Limites d'Emission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les eaux sont évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration et flux des effluents définies à l'article 4.4.10 de l'APC du 19/02/2019</p>
<p><b>Constats :</b> La convention de rejet avec Dijon Métropole devra être renouvelée car elle est expirée depuis le mois d'octobre 2022.            Analyse du 30/09/22 :            DCO 201 mg/l (&gt;150) NON CONFORME            MES 36 mg/l (&lt;40)            HCT 11,9 mg/l (&gt;5) NON CONFORME            pH 7,4 (compris entre 5,5 et 8,8)            CN- &lt;0,1 mg/l (&lt;0,2)            Cu 0,09 mg/l (&lt;0,25)            Ni 0,02 mg/l (&lt;0,2)            Zn 0,54 mg/l (&lt;2)            As 0,01 mg/l (&lt;0,2)            Dichlorométhane &lt; 5 µg/l (100 µg/l)            Indice phénols &lt; 10 mg/l (&gt; 0,3 mg/l) NON CONFORME            Cr6+ &lt; 0,01mg/l ( &lt; 50 µg=0,05mg/l)            Pb 0,06 mg/l (&lt; 0,1)            Cr &lt; 0,01 mg/l (&lt;0,1)            Mn 0,1 mg/l (&lt; 1)            Sn &lt; 0,05 mg/l (&lt; 2)            Fe+Al (0,82+0,87) &lt;5            AOX 0,22 mg/l (&lt; 1)            F- &lt; 0,5mg/l (&lt;15)            Arsenic et ses composés &lt; 0,01 mg/l (&lt; 0,2)  <b>Non-conformité n°5 :</b> Certaines analyses ne sont pas conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet